

15 Juin 2020

Publié par La Tribune Franco-Rwandaise

A RWANDA GENOCIDE SURVIVOR REFLECTS ON THE GEORGE FLOYD PROTESTS.

BY CLAUDE GATEBUKE JUNE 15, 06.2020

L'Amérique est dans un état de pandémonium, mais où mène-t-elle? Vers un avenir de plus grande démocratie, de compréhension et de respect mutuels, ou vers l'autoritarisme et la discrimination institutionnalisée?

J'ai grandi au Rwanda et j'ai fui aux États-Unis après le génocide de 1994. J'habite maintenant au Tennessee mais je voyage partout dans le monde. Je suis inquiet non seulement à cause du militarisme et de la violence qui ont éclaté en réponse aux manifestations pacifiques contre le meurtre de George Floyd par la police, mais aussi parce que j'ai vu comment la répression s'installe dans un pays et comment les autocrates forcent une population à accepter la Poing de fer.

J'avais 14 ans lorsque des gangs se faisant appeler Interahamwe, principalement d'origine hutue, ont commencé à massacrer des personnes, principalement des Tutsis, aux barrages routiers, dans les villes et les villages autour du Rwanda. Ce fut une horrible et terrifiante orgie de meurtres qui a laissé toute une vie de traumatismes et de cauchemars pour des millions de Rwandais, dont moi-même. Nous avons fui vers le nord depuis la capitale Kigali, bondée d'innombrables autres à l'arrière d'une camionnette. À un barrage routier, ma mère et moi avons été identifiés comme Tutsi, emmenés de force et forcés sous la menace d'une arme à feu de commencer à creuser nos propres tombes. Ce fut l'une des nombreuses expériences de mort imminente auxquelles j'ai survécu pendant le génocide au Rwanda.

Quand je suis arrivé aux États-Unis, un grand nombre de personnes semblaient avoir entendu parler du génocide au Rwanda, mais une grande partie de ce qu'ils savaient était erroné. Par exemple, tous les Hutus n'étaient pas des tueurs. Loin de là. Nos vies ont été sauvées, encore et encore, par de courageux Hutus qui sont venus à notre secours, n'attendant rien en retour. Ils nous ont abrités chez eux, nous ont transportés en lieu sûr dans leurs véhicules et ont supplié et soudoyé nos ravisseurs pour qu'ils nous relâchent cette nuit fatidique au barrage routier.

De nombreux Américains se trompent également sur l'héroïsme supposé du Front patriotique rwandais, la force rebelle en grande partie tutsie qui a combattu et finalement vaincu les Interahamwe, et a repris le pays après le génocide. L'histoire vraie n'est pas une simple parabole du bien contre le mal. Le FPR était dirigé par des réfugiés tutsis qui avaient été forcés de fuir le Rwanda au début des années 60 après que des Hutus, qui avaient subi des générations de discrimination, se soient élevés contre eux. La plupart des combattants du FPR avaient grandi en Ouganda et aspiraient à rentrer chez eux, mais les dirigeants rwandais successifs ont refusé de les laisser entrer. Enfin, à la fin des années 1980, la communauté internationale a commencé à faire pression sur le chef du Rwanda, Juvenal Habyarimana, pour lui permettre de rentrer, mais en ensuite, il était trop tard. Le FPR, armé, entraîné et approvisionné par l'Ouganda, était déterminé à prendre le Rwanda par la force.

En octobre 1990, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés avait mené une enquête auprès des réfugiés tutsis afin de déterminer combien souhaitaient rentrer au Rwanda, mais le FPR a anticipé ces préparatifs en envahissant le Rwanda et en installant des bases dans les montagnes du nord. Peu de comptes rendus du génocide le mentionnent, mais ils ont commencé à commettre des massacres vicieux et non provoqués contre des villageois non armés, principalement des Hutus, presque immédiatement. Je le sais parce que des milliers de personnes ont fui la région pour la capitale Kigali, et quelques-unes sont restées dans une propriété que nous possédions, juste en face de notre maison. Les histoires qu'ils racontaient étaient effrayantes: les rebelles du FPR envahissaient une zone, convoquaient tout le monde à une réunion, puis les encerclaient et lançaient des grenades à main et tiraient sur la foule. Ils descendaient sur des enfants alignés pour chercher de l'eau dans des forages, et une fois ils ont fait une descente dans un hôpital, tuant tous les patients. Nos locataires ont vu des membres de leur famille enterrés vivants dans des fosses. Pendant trois ans et demi, à mesure que le FPR progressait, de nouvelles vagues de réfugiés arrivaient à Kigali avec des histoires toujours plus horribles. Puis, en février 1993, mon parrain bien-aimé faisait partie des milliers de personnes fuyant une série de massacres particulièrement brutaux. Lui et sa

famille sont restés avec nous à Kigali pendant des mois. Le FPR a tué tant de gens dans sa région, nous a-t-il dit, que les routes étaient obstruées de corps, ce qui rend presque impossible le passage des véhicules. Bien que peu soulignées, des atrocités similaires ont été signalées dans l'étude phare d'Alison Des Forges, Human Rights Watch, *Leave None to Tell the Story*.

La tension entre les Hutus et les Tutsis existait depuis des générations, mais l'invasion du FPR en octobre 1990 a fait grimper les hostilités au plus haut. Pendant les trois ans et demi suivants, le FPR massacrait des gens le long de leur chemin, rendant les zones où ils occupaient des villes fantômes. Ensuite, l'armée gouvernementale riposterait et les forces de sécurité arrêteraient et tortureraient des collaborateurs civils présumés du FPR. Au début de 1992, les Interahamwe et d'autres gangs politiques ont commencé à se former, apparemment pour protéger les politiciens, mais ils ont fini par commettre des actes de chaos sans motif, généralement contre les Tutsis. Chaque vague de violence et de contre-violence augmenterait en amplitude, comme un raz de marée se précipitant vers le rivage, entraîné par la rage chauvine hutue et les attaques du FPR qui semblaient calculées pour provoquer cette rage.

Pendant toute cette période, le FPR a été fourni par l'Ouganda, qui à son tour a reçu une aide étrangère généreuse des États-Unis et d'autres pays occidentaux. Mais ce n'est pas comme si Washington ne savait pas ce qui se passait. En janvier 1994, un rapport confidentiel de la CIA prédit que si les tensions ne diminuaient pas, des centaines de milliers de Rwandais pourraient mourir dans une explosion de conflits ethniques. Cela est documenté dans la déclaration d'Alison Des Forges soumise à l'audience devant la sous-commission des relations internationales et des droits de l'homme de la commission des relations internationales, Chambre des représentants, 105e congrès, deuxième session, 5 mai 1999, p 52. D'ici avril, le génocide était presque inévitable.

Quand je suis arrivé aux États-Unis, j'ai été surpris de trouver des tensions ethniques ici aussi. Ma famille s'est installée à North Nashville, un pauvre quartier afro-américain délabré entouré de projets de logement. Parce que j'avais besoin d'apprendre l'anglais, j'ai été envoyée dans une école publique spéciale à Greenhills, l'une des parties les plus riches de Nashville. Je me suis souvent demandé pourquoi il n'y avait pas de patrouilles de police là-bas, comme il y en avait dans notre quartier, mais ce n'est que lorsque j'ai commencé à conduire que j'ai connu la fin la plus brutale. Je ne me souviens pas combien de fois j'ai été arrêté et fouillé sans raison, non seulement au Tennessee, mais aussi en Arizona, Kentucky et Illinois. Pendant un long week-end, j'ai été arrêté et fouillé trois fois en quatre jours. À deux reprises, lorsque j'ai été arrêté pour une véritable infraction à la circulation - une fois pour excès de vitesse et une autre pour ne pas avoir allumé mes feux - la police s'est comportée comme si elle débarquait un criminel violent. J'ai été sorti de la voiture avec des fusils pointés sur ma tête et entouré de chiens renifleurs de la police. À New York, j'ai été arrêté et fouillé alors que je descendais du métro. J'ai des amis sortis de leur voiture et battus à coups de matraque; l'un a été emprisonné parce que sa plaque d'immatriculation s'est envolée et j'ai dû le renflouer.

Je suppose que c'est étrange que même si j'avais survécu au génocide au Rwanda, je n'ai pas vraiment pris à cœur la dimension ethnique de ce qui se passait jusqu'en 1999, quand j'ai lu à propos d'Amadou Diallo, l'immigré guinéen de 23 ans qui a été abattu 41 fois par la police de New York alors qu'il tendait la main pour sortir son portefeuille. Lorsque les officiers ont été acquittés, j'ai publié des blogs enragés sur l'affaire sur BlackPlanet, une ancienne plateforme de médias sociaux. D'autres, je crois qu'ils étaient blancs, m'ont accusé de «répandre la haine» pour avoir publié des photos de ces officiers, mais après cela, j'ai su ce qui se passait.

Des années plus tard, lorsque George Zimmerman a été acquitté pour avoir tué Trayvon Martin, j'ai juré de ne jamais manquer un rassemblement où que je sois lorsqu'une telle injustice s'est produite. Je suis allé à Ferguson après que les policiers qui ont tué Michael Brown n'ont même pas été inculpés. J'ai aidé à lancer le chapitre de Nashville de Black Lives Matter et j'ai participé à plusieurs campagnes de justice raciale et protestations contre la violence policière à Nashville et dans d'autres villes. À mon grand étonnement, notre mouvement pacifique a rencontré un contre-mouvement de néonazis, qui promeuvent activement le séparatisme et la violence et nous accusent sans fondement de faire de même.

Maintenant, ces tensions bouillonnent et je suis inquiet mais déterminé à voir le changement pour le mieux. Alors que le monde regardait le génocide du Rwanda se dérouler il y a 26 ans, les dirigeants occidentaux ont désespérément cherché une solution pour faire cesser le massacre. Finalement, ils ont approuvé la prise de contrôle du pays par le chef du FPR, Paul Kagame. Dans le même temps, ils ont renforcé leur

soutien au mécène brutal de Kagame, Yoweri Museveni de l'Ouganda. Les deux hommes restent au pouvoir aujourd'hui, gouvernant comme des dictateurs. Au Rwanda, les opposants politiques à Kagame sont emprisonnés depuis des années, simplement pour avoir exprimé leurs opinions; en Ouganda, ils sont régulièrement torturés. Dans les deux pays, les critiques du régime moins connus ont une mystérieuse façon de se faire tuer, disparaître ou «se suicider» comme ce fut le cas récent du célèbre chanteur gospel rwandais Kizito Mihigo.

Les informateurs du gouvernement postés dans les communautés des deux pays veillent à ce que quiconque est trop bruyant à critiquer le régime soit menacé et réduit au silence. Ce système de contrôle terrifiant est bien plus efficace pour faire taire la dissidence que tout système de surveillance électronique que la National Security Agency des États-Unis pourrait imaginer. C'est drôle que lorsque moi, ou d'autres critiques externes du régime rwandais, dénonçons son comportement criminel dans des blogs et des discours, les agents et les partisans du régime nous accusent de «répandre la haine» - tout comme les trolls qui ont répondu à mes messages sur le Diallo meurtre par la police à New York. Washington a toujours préféré l'apparence de stabilité - à n'importe quel prix - à la liberté. C'est pourquoi le soulèvement en réponse au meurtre de George Floyd et de toutes les autres victimes de la brutalité policière américaine me touche au cœur. J'espère que les manifestations entraîneront enfin des changements systémiques dans la police américaine et démantèleront le racisme structurel dans ce pays. Mais j'espère aussi que la lutte s'étendra toujours plus vers l'extérieur, pour embrasser celle des peuples africains qui, malgré le passage du colonialisme et la fin de la guerre froide, restent sous le joug du militarisme occidental, qui, au pays et à l'étranger, prétend faire respecter la cause de la liberté, tout en insultant l'idée même de celle-ci.

Nous sommes tous différents. Il n'y a pas d'identité noire universelle, mais selon les mots de Malcolm X, qui a beaucoup voyagé en Afrique et rêvé que les peuples de couleur partout uniraient un jour leurs forces contre l'oppression raciale, «nous avons un ennemi commun». Kji

Claude Gatebuke, un survivant rwandais du génocide, est directeur exécutif du Réseau d'action des Grands Lacs africains (AGLAN) @ shinani1